

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
DAF-2024-000754-S3-MGC**

relatif à la réalisation des prestations de transport individuel au profit des agents en situation de handicap, gérés par le Centre territorial d'Action Sociale (CTAS) de Bordeaux.

établi en application :

- du code de la commande publique¹
- du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services².

Annexes :

- A- clauses incitatives
- B- déclaration individuelle de l'accédant
- C- document Demande de contrôle primaire

¹ Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818593R) et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818600D), ci-après dénommés « code »

² Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – NOR ECOM2106868A, ci-après dénommé « CCAG/FCS ». Dans le silence du CCAP les clauses du CCAG s'appliquent.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE, MONTANT	4
1.1 – OBJET	4
1.2 – FORME.....	4
1.3 – DUREE DE VALIDITE, RECONDUCTIONS ET DEBUT D’EXECUTION	4
1.4 – MONTANT.....	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DU MARCHE PUBLIC ET EXECUTION DES PRESTATIONS	5
3.1 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS QUOTIDIENNES :	5
3.2 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS PONCTUELLE :	6
3.3 – REUNIONS DE LANCEMENT.....	6
3.5 – PLAN DE PREVENTION :	7
3.6 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS RECURRENTES ET DELAIS :	7
3.7 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS EVENTUELLES ET DELAIS :	8
3.8 – LIVRABLES :	10
ARTICLE 4 CLAUSE DE REEXAMEN.....	10
4.1 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIVES	10
4.2 – SUSPENSION DES PRESTATIONS LIEE A DES EVENEMENTS EXTERIEURS	10
4.3 – AUTRES CAS DE MODIFICATION	10
ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANT	11
ARTICLE 6 –VERIFICATION ET CONSTATATION DE L’EXECUTION - SANCTIONS.....	11
6.1 – CONTROLES :	11
6.2 – PENALITES :	12
ARTICLE 7 - REGIME DES PRIX.....	13
7.1-FORMULE DE REVISION :	13
7.2 - CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	14
ARTICLE 8 – AVANCE.....	14
8.1 - CONDITIONS D’OCTROI DE L’AVANCE	14
8.2 - TAUX DE L’AVANCE	14
8.3 - PAIEMENT DE L’AVANCE.....	15
8.4 - REMBOURSEMENT DE L’AVANCE.....	15
ARTICLE 9 – ACOMPTES	15
ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT	15
10.1 - FORMALITES NECESSAIRES AU PAIEMENT	15
10.2 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITE FORFAITAIRE POUR FRAIS DE RECOUVREMENT	16
10.3 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES.....	17
ARTICLE 11 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT.....	17
ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE.....	17
ARTICLE 13 - DISPOSITIONS RELATIVES A L’ACCES A UN TERRAIN MILITAIRE - MESURES DE SECURITE – PERSONNELS	17
ARTICLE 14 – DROIT DU TRAVAIL	19

ARTICLE 15 – ATTESTATION D'ASSURANCE	19
ARTICLE 16 – CAS DE RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	20
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS DIVERSES	20
17.1 - <i>TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</i>	20
17.2 – <i>DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSE.....</i>	21
ARTICLE 18 - DEROGATION AU CCAG	23

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE, MONTANT

1.1 - Objet

Il s'agit pour le ministère des armées d'acquérir des prestations de services (procédure suivie : appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 à R2161-5 du code) en vue de :

Réaliser des prestations de transport individuel au profit des agents en situation de handicap gérés par le Centre Territorial d'Action Sociale (CTAS) de Bordeaux.

Le descriptif technique exhaustif des attendus figure au CCTP.

Code CPV : 60130000-8 : Services spécialisés de transport routier de passagers
Groupe marchandise : 35.03.01 Transport de personnes spé handicapés et médicalisé

1.2 – Forme

Il s'agit d'un marché public dit « accord-cadre » compte tenu de la technique d'achat utilisée (art. L2125-1.1° et R2162-1 à R2162-6 du code), et « à bons de commande BDC » (art. R2162-13 et R2162-14 du code). Il est mono attributaire.

Ainsi, les prestations sont réparties en postes comme suit :

Prestations de transport individuel au profit des agents en situation de handicap en région Nouvelle Aquitaine :

Poste 1 : prestations quotidiennes ;

Poste 2 : prestations ponctuelles.

1.3 – Durée de validité, reconductions et début d'exécution

Le marché public est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, période qui pourra annuellement être reconduite tacitement 3 fois dans la limite de 48 mois consécutifs.

La date de début d'exécution est envisagée au 01/02/2025, elle sera précisée sur l'ATTR11.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer (art. R2112-4 du code).

L'administration (service acheteur) peut décider de ne pas reconduire le marché public, voire de le reconduire pour une durée inférieure à celle prévue (auquel cas cette « période raccourcie » sera la dernière) : le titulaire en est alors averti avant la fin de la période considérée, par courriel avec accusé de réception.

1.4 – Montant

Il n'y a pas de montant minimum : l'Administration ne prend aucun engagement sur l'émission de commandes.

Le montant total maximum est de 800 000,00 € HT soit 880 000,00 € TTC.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les seuls documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses deux (2) annexes ;
- le présent CCAP et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le CCAG/FCS ;
- le cadre réponse.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration (service acheteur) font foi ; aucune autre stipulation conventionnelle (conditions générales du titulaire par exemple) n'est applicable.

ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DU MARCHE PUBLIC ET EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 – Lieux d'exécution des prestations quotidiennes :

Sauf mention contraire sur le bon de commande, la prestation se déroulera entre le domicile de l'agent concerné et son lieu de travail.

Les lieux aller-retour à effectuer avec possibilité d'évolution :

- 40 600 BISCARROSSE => 33 260 LA TESTE DE BUCH ;
- 64 000 PAU => 64 410 LONS ;
- 46 300 GOURDON => 24 250 DOMME ;
- 33 670 CREON => 33 000 BORDEAUX ;
- 85 200 FONTENAY LE COMTE => 79 400 SAINT MAIXENT ECOLE ;
- 33 260 LA TESTE DE BUCH => 33 260 LA TESTE DE BUCH ;
- 33 600 PESSAC => 33 160 SAINT MEDARD EN JALLES.

L'agent peut être amené à effectuer des missions professionnelles extérieures.
Avant le début d'exécution des prestations, le titulaire prendra en compte les différentes adresses de domicile et de travail des agents ainsi que leur degré d'handicap afin d'adapter les véhicules auprès du CTAS dont les coordonnées sont :

Centre Territorial d'Action Sociale de Bordeaux
Caserne Nansouty
223 rue de Bègles
CS21152-33068 BORDEAUX Cedex
Contact : ctas-bordeaux.resp-bur-gest-budget.fct@intradef.gouv.fr

3.2 – Lieux d'exécution des prestations quotidiennes :

L'adresse du lieu d'exécution de la prestation sera indiquée sur le Bon de commande.

3.3 – Réunions de lancement:

Avant tout démarrage des prestations, une réunion de lancement du marché public est organisée par le GSBdD, qui réunit le titulaire, le chargé de prévention, les bénéficiaires et le service acheteur.

Seront notamment abordés :

- la relecture commune du marché public ;
- les obligations des diverses parties prenantes ;
- la présentation des divers interlocuteurs ;
- le plan de prévention – voir infra ;
- le règlement intérieur et les modalités d'accès ;
- les pièces à fournir avant tout début d'exécution ;
- les mesures de sécurité propres aux emprises militaires – voir infra ;
- le planning.

3.4 – Personnes habilitées à passer les bons de commandes :

Le pouvoir adjudicateur habilite des personnes proposées par le pôle de Bordeaux du GSBdD Bordeaux Mérignac Agen (BMA), pour passer les bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Le pôle de Bordeaux du GSBdD BMA est chargé de communiquer ultérieurement au titulaire la liste des personnes habilitées à passer les bons de commande. Tout bon de commande passé par d'autres personnes n'est pas reconnu par le pouvoir adjudicateur.

Une copie des bons de commande est adressée à la PFC SUD-OUEST.

Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public.

Le bénéficiaire doit se rapprocher du titulaire afin de déterminer conjointement d'une date de réalisation des prestations, cette date est mentionnée sur le bon de commande concerné.

3.5 – Plan de prévention :

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure telles qu'elles figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 (NOR ARMH2012463A) pris en application du décret 2012-422 du 29 mars 2012 (NOR: DEFH1203488D) ; il s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

Ainsi, dans les 15 jours de la notification et en tout état de cause avant toute intervention, une visite d'inspection de la zone sera effectuée (peut être couplée avec la réunion de lancement) et les documents de prévention (plan de prévention et protocole de sécurité) signés conjointement par le titulaire et le chargé de prévention de l'organisme utilisateur.

3.6 – Modalités d'exécution des prestations quotidiennes et délais :

Les prestations dites quotidiennes sont exécutables par bons de commande.

➤ Prestations quotidiennes

Les demandes de trajet sont adressées sous forme de bon de commande à l'interlocuteur de contact défini par le titulaire au présent marché.

Les bons de commande sont adressés par courriel pendant les jours ouvrables, du lundi au vendredi, par courrier électronique 48 heures avant la période concernée ; le titulaire doit en accusé réception en mettant en copie le CTAS à l'adresse mail suivante : ctas-bordeaux.resp-bur-gest-budget.fct@intradef.gouv.fr

Le titulaire du présent marché effectue la prestation dans les délais indiqués par le bon de commande.

Il existe plusieurs cycles de travail pour chaque agent (temps complet, temps partiel ...), le titulaire doit le prendre en compte pour chaque personne transportée.

Il se peut qu'un agent au cours de l'exécution du marché modifie son cycle de travail, le titulaire en sera informé par courriel et doit en accuser réception en mettant en copie le CTAS.

Néanmoins, les prestations ne pouvant être quantifiées avec exactitude, chaque bon de commande, pour les prestations quotidiennes, couvre une période de six (6) mois, et est ajusté au vu des prestations réellement exécutées.

Le GSBdD BMA établit un bon de commande globale de toutes les personnes à transporter pour les prestations quotidiennes sur une période de six (6) mois.

Une facture mensuelle et un état justifiant des déplacements réels sont émises et mises en paiement pour être au plus juste des besoins réels.

Après notification du marché public, le CTAS communique au titulaire la liste des agents en situation de handicap à prendre en charge. Il en est de même pour toute nouvelle prise en charge en cours d'exécution.

A chaque bon de commande est joint un état prévisionnel de la périodicité de transport de chaque agent.

3.7 – Modalités d'exécution des prestations ponctuelles et délais :

➤ Prestations d'attente

Des demandes de mise en attente d'un chauffeur pour des raisons obligatoirement professionnelles, peuvent être demandées, avec un accord au préalable au CTAS.

Les demandes de prestations d'attente sont adressées sous forme de bon de commande à l'interlocuteur de contact défini par le titulaire au présent marché.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de satisfaire les prestations dans les délais, il doit en avertir l'Administration (service acheteur) avant expiration du délai.

Cette dernière peut ou non accorder un *sursis* au vu des éléments présentés, qui suspendrait alors pour un temps l'application des sanctions pour retard.

En tout état de cause aucun sursis ne sera accordé si la demande intervient après l'expiration du délai.

Nota : en cas de force majeure, ou de retard du fait de l'Administration (service acheteur ou bénéficiaire), une prolongation du délai est automatiquement accordée, à condition que le titulaire signale cet état de fait avant expiration du délai et indique la durée de prolongation demandée.

Les prestations ponctuelles sont sollicitées sur demande expresse, par le biais de bons de commandes émis³ par l'acheteur ou son représentant dûment habilité.

Pour les prestations ponctuelles, un bon de commande est établi au fur et à mesure des besoins de l'administration.

Des trajets inhabituels et irréguliers pour des raisons obligatoirement professionnelles, peuvent être demandés.

Les demandes de trajet sont adressées sous forme de bon de commande à l'interlocuteur de contact défini par le titulaire au présent marché.

Les bons de commande sont adressés par courriel pendant les jours ouvrables, du lundi au vendredi par courrier électronique 48 heures avant la période concernée ; le titulaire doit en accusé réception en mettant en copie le CTAS à l'adresse mail suivante : ctas-bordeaux.resp-bur-gest-budget.fct@intradef.gouv.fr

Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public.

³ Le titulaire doit savoir qu'aucune signature, électronique ou autre, n'est requise sur les bons de commande qu'il recevra.

Les prestations sont exécutables (doivent démarrer) à compter de la date mentionnée sur le bon de commande ou à défaut dès le lendemain de la notification du bon de commande : cette date constitue ainsi le point de départ du délai d'exécution (aucun commencement d'exécution n'intervient le jour même de la notification d'un bon de commande).

Le titulaire veille à ce que les prestations démarrent et s'exécutent dans le respect des délais mentionnés au bon de commande.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de satisfaire les prestations dans les délais, il doit en avertir l'Administration (service acheteur) avant expiration du délai.

Cette dernière pourra ou non accorder un *sursis* au vu des éléments présentés, qui suspendrait alors pour un temps l'application des sanctions pour retard.

En tout état de cause aucun sursis ne sera accordé si la demande intervient après l'expiration du délai.

Nota : en cas de force majeure, ou de retard du fait de l'Administration (service acheteur ou bénéficiaire), une *prolongation* du délai est automatiquement accordée, à condition que le titulaire signale cet état de fait avant expiration du délai et indique la durée de prolongation demandée.

Ils contiendront notamment les renseignements suivants, qui devront être repris pour la facturation :

- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET** des services de l'Etat : 11000201100044) ;
- la désignation du payeur (numéro **SE** : D0410T7033) ;
- le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s) ET sa(leur) date ;
- le numéro du contrat (lot) ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture (numéro **EJ**) ;
- le délai d'exécution exprimé en jours calendaires, (la date ou les dates de prestations souhaitées) ;
- la désignation et les références précises des prestations commandées (adresses, horaires, jours de travail, KM....) ;
- le prix unitaire et/ou forfaitaire HT, ainsi que la quantité de chaque prestation ;
- le montant total hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;
- le montant total hors taxes (HT) pour chaque prestation (les premiers et derniers jours de la période d'exécution converti par le bon de commande) ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le nom et le prénom des personnes transportées ;
- le type de véhicule nécessaire (type 1, 2 ou 3).

Les prestations sont exécutables (doivent démarrer) à compter de la date mentionnée sur le bon de commande : cette date constitue ainsi le point de départ du délai d'exécution (aucun commencement d'exécution n'intervient le jour même de la notification d'un bon de commande).

Le titulaire veille à ce que les prestations démarrent et s'exécutent dans le respect des délais mentionnés au bon de commande.

3.8 – Livrables :

Le titulaire fournit à l'Administration (service acheteur) un bilan annuel d'activité, qui détaillera :

- un récapitulatif mensuel des courses effectuées au cours du mois écoulé, par personne transportée, précisant :
 - le nom de la personne transportée ;
 - les dates, heures et adresses de la prise en charge ;
 - l'adresse d'arrivée ;
 - la durée et le kilométrage de la course.

ARTICLE 4 CLAUSE DE REEXAMEN

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché public peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

4.1 – Prestations supplémentaires et modificatives

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose par ordre de service, selon les modalités prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.

- modification du volume des prestations par acte modificatif ;
- ajout de nouvelles catégories de transport selon le degré de handicap.

4.2 – Suspension des prestations liée à des évènements extérieurs

Les prestations objet du marché peuvent être suspendues en raison d'évènements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS. Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R.2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par l'acheteur.

4.3 – Autres cas de modification

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-2 à 2194-10 du code de la commande publique, et sans préjudice de la mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 4 du présent CCAP, le marché public peut également être modifié en cours d'exécution et selon les modalités prévues, lorsque :

- des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues ;
- les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles ;

- le montant des modifications envisagées est inférieur aux seuils européens publiés au journal officiel et à 10 % du montant du marché public.

Ces évolutions sont notifiées au titulaire du marché public par voie électronique via la Plate-Forme des Achats de l'État (la PLACE).

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché public initial.

ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANT

Le titulaire est dans l'obligation de demander à l'Administration (service acheteur) l'acceptation de son(s) sous-traitant(s) : cette acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement, sont constatés par un acte spécial signé à la fois par l'Administration (service acheteur) et le titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Rappel concernant le paiement direct du sous-traitant : il est rappelé qu'au terme de l'article L2193-11 du code, toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

Nota : les règles relatives à la confidentialité, à la protection du secret, aux autorisations d'accès et aux habilitations sont applicables au sous-traitant.

ARTICLE 6 – VERIFICATION ET CONSTATATION DE L'EXECUTION - SANCTIONS

6.1 – Contrôles :

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, c'est l'établissement bénéficiaire qui procèdera aux opérations de vérification⁴ qualitative des prestations selon les dispositions du CCTP, ces dernières relevant d'une obligation de résultat.

Le titulaire devra nous adresser à la réunion de lancement, les coordonnées d'un interlocuteur unique qui gèrera la relation entre les agents, le CTAS et la société. Si cet interlocuteur change, l'Administration devra en être informé le plus rapidement possible.

Cet interlocuteur devra représenter le titulaire sur l'ensemble des aspects du marché et avoir pris connaissance des stipulations techniques et administratives du présent C.C.A.P.

Il sera désigné pour traiter toutes les demandes et aura pour mission de veiller à la bonne exécution des commandes, de la facturation, de la gestion des réclamations, effectuées dans le cadre de ce marché.

Il sera prévenu par les bénéficiaires des absences imprévisibles (arrêt maladie, congé(s) non prévu(s)...)

A défaut, des sanctions seront envisagées par l'acheteur qui en avertira le titulaire par courrier. Celui-ci disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations éventuelles. Sans réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer son irresponsabilité, les sanctions s'appliqueront.

⁴ La constatation de l'exécution doit être saisie par les services en charge de l'admission directement dans l'outil Chorus (formulaire SF); aucune signature complémentaire ni aucun document ad hoc n'est nécessaire.

6.2 – Pénalités :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, l'article 14.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable à ce marché.

Les pénalités sont dues sans seuil d'exonération.

➤ Pénalité pour retard ou de non-respect des horaires :

En cas de non-respect des horaires ou en cas de retard, le titulaire s'expose à une pénalité décrite comme suit :

- De 11 à 20 minutes = 10 € par trajet ;
- De 21 à 30 minutes = 20€ par trajet ;
- De 31 à 60 minutes = 35 € par trajet ;
- Plus d'une heure de retard = 50 € par trajet.

➤ Pénalité pour annulation d'une course du fait du titulaire :

En cas d'annulation par le titulaire sans information préalable de l'agent concerné, la titularité s'expose à une pénalité de 300 € par trajet.

➤ Pénalité pour comportement ou attitude non conforme à la fonction :

En cas de comportement ou attitude inapproprié (comportement indiscret, irrespectueux, agressif envers un passager, conduite inappropriée, manque de politesse, propos injurieux, non-respect du masque en cas de pandémie...) du chauffeur envers les personnels transportés. Le titulaire s'expose à une pénalité de 5 000 € par comportement inapproprié.

En cas de refus de prise en charge du chien d'assistance et/ou d'un fauteuil roulant d'un passager, le titulaire s'expose à une pénalité de 5 000 € par refus.

De plus, toutes infractions au Code de la route ou à toute autre législation en vigueur, commise par le conducteur telles que :

- conduite sous stupéfiant ;
- conduite alcoolisée ;
- conduite avec excès de vitesse pouvant ou non entraîner l'immobilisation du véhicule, entraînera une pénalité de 10 000 € par infractions cumulatives.

➤ Pénalité pour dépassement du délai de transmission d'un document exigé au titre du marché :

En cas de non transmission d'un document exigé au titre du présent marché, le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard, à partir de la fin du délai fixé par l'administration dans sa demande jusqu'à la transmission effective du document exigé.

➤ Pénalité pour non-respect d'une exigence ou d'un engagement contractuel :

En cas de non-respect d'une exigence du présent marché ou d'un engagement contractuel du titulaire, ce dernier s'expose à une pénalité de 50 € par jour ouvré à partir du constat de l'administration jusqu'à respect de l'exigence ou de l'engagement contractuel.

La présente pénalité ne s'applique qu'aux exigences ou engagements qui ne font pas l'objet d'une clause de pénalité spécifique.

➤ Pénalité concernant la sous-traitance :

Sous-traitance non déclarée : 2 000 € par infraction constatée.

Le montant résultant du calcul des sanctions sera retenu sur la facture suivante, voire sur les factures ultérieures si un échelonnement est nécessaire.

ARTICLE 7 - REGIME DES PRIX

Le prix de base des prestations est le prix unitaire hors taxe indiqué sur le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ; l'unité monétaire est l'euro.

Les prix indiqués par le titulaire s'entendent :

- établis aux conditions économiques de la date limite de remise des offres (soit la **date réelle sera complétée avant notification**) ;
- unitaires, pour les prestations quotidiennes et les prestations ponctuelles telles que définies au CCTP ;
- définitifs ;
- révisables selon une formule paramétrique, en application de l'article R2112-13.2° du code – voir formule infra.

Nota : les prix indiqués doivent comprendre :

- le trajet du dépôt de transport au domicile du bénéficiaire et du domicile au lieu de travail ;
- les frais nécessaires à la réalisation de la prestation (les frais d'approches, d'attentes inférieur à 30 minutes, les frais d'aides, les frais liés aux transports...) ;
- les frais d'assurance nécessaire pour couvrir les responsabilités du titulaire, telles que définies à l'article 14 du présent CCAP ;
- toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Z1-Formule de révision :

$$P = P_o \times (0,10 + 0,90 \times I/I_o)$$

P : est le prix révisé hors taxe ;

P_o : est le prix initial hors taxe ;

I : représente la valeur du dernier indice définitif connu, relevé du mois précédant la date anniversaire de notification du marché public, **identifiant INSEE n° 001764119** Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.3.2 - Transport routier de passagers ;

Io : représente la valeur de l'indice du mois correspondant à la date d'établissement des prix (date limite de réception des offres).

Le numérateur représente la dernière valeur définitive connue de l'indices à la date de révision des prix.

Le dénominateur « o » représente la valeur initiale de l'indice à la date d'établissement des prix.

Le coefficient de révision obtenu par la formule est arrondi au millième supérieur.

Les prix sont établis avec deux décimales, suivant les règles de l'arrondi au centime supérieur ou inférieur le plus proche.

Les valeurs des indices sont celles publiées par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>).

La révision s'effectue annuellement, à compter de la 1^{re} reconduction (à partir du treizième mois suivant la date de notification).

Il revient au titulaire de soumettre par mail à l'Administration (service acheteur : pfc-sud-ouest-bap-sm3.contact.fct@intradef.gouv.fr) les nouveaux prix ainsi révisés, dans les 2 mois suivant la date anniversaire du marché (à peine de forclusion). A l'appui de sa proposition de prix révisés, le titulaire transmettra la formule et les indices utilisés.

Une fois agréés ou corrigés si besoin par l'Administration (service acheteur), ces prix révisés feront foi pour l'année concernée.

7.2 - Clause de sauvegarde

Par additif à l'article 10 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché public pour la partie non exécutée des prestations dès que la variation du prix par rapport au prix de règlement précédent est supérieure à 5 % par an.

ARTICLE 8 – AVANCE

8.1 - Conditions d'octroi de l'avance

Conformément à l'article R2191-16 du code, sans montant minimum prévu, le titulaire reçoit une avance, calculée en application du code, pour chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois - sauf s'il a déclaré expressément vouloir y renoncer sur l'acte d'engagement.

8.2 - Taux de l'avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS est retenue.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code, le taux de l'avance est fixé à 5%.

8.3 - Paiement de l'avance

Cette avance sera payée sans formalité dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché voire de la reconduction le cas échéant, ou à défaut à partir de la date de notification du marché public voire de la reconduction le cas échéant.

8.4 - Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R2191-11 à R2191-19 du code; ainsi les dispositions particulières s'appliquent en cas de marché public reconductible, de marchés à tranches ou d'accord-cadre à bons de commande le cas échéant.

ARTICLE 9 – ACOMPTES

Ce marché public n'ouvre pas droit à versement d'acompte.

ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT

Le régime des paiements est conforme aux dispositions du chapitre I *Exécution financière* du titre IX du livre I de la deuxième partie du code.

10.1 - Formalités nécessaires au paiement

L'ensemble des prestations réalisées est regroupé au sein d'une facture unique qui détaille les prestations du mois en cours.

Nota : les factures partielles ne seront acceptées qu'après accord préalable de l'Administration (service acheteur).

Toutes les factures entre l'Etat et ses titulaires sont dématérialisées (art. L2192-1 et s. du code). Aussi, **le titulaire doit envoyer ses factures en version dématérialisée sur le portail public de dématérialisation⁵ <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Pour ce faire, il doit créer un compte sur ce portail ; la PFC-SO (adresse de facturation : PFC SO – Division Finances – Caserne Nansouty - 223 rue de Bègles – CS 21152 – 33068 Bordeaux Cedex) propose en cas de besoin une assistance au démarrage pour une facturation dématérialisée à l'adresse suivante : pf-so.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr .

Conformément à l'article D2192-2 du code, la facture doit **impérativement** comporter les renseignements suivants :

- la date d'émission de la facture ;

⁵ L'utilisation du portail public de facturation (« CHORUS pro ») est exclusive de tout autre mode de transmission : une facture transmise en dehors de ce portail sera rejetée, dès lors que le titulaire préalablement informé ne se sera pas conformé à cette obligation en renvoyant sa facture sur ce portail.

- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET) ;
- la domiciliation du titulaire⁶ (BIC/IBAN) ;
- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET des services de l'Etat : 11000201100044**) ;
- la désignation du payeur (**numéro SE : D0410T7033**) ;
- le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s) ET sa(leur) date ;
- le numéro du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture (**numéro EJ sera complété avant notification**) ;
- la date d'exécution des services (dates d'exécution des prestations facturées) ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire, ainsi que la quantité *pour les prestations commandées* ;
- le montant total de la facture, le montant total HT ainsi que la répartition de ces montants par taux de TVA (ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération) ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

La facture doit être parfaitement renseignée, notamment des n° EJ et SE = toute facture mal renseignée sera renvoyée au titulaire, ce qui suspendra le délai global de paiement.

La suspension du délai de paiement s'effectue selon les règles décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code.

Pour toutes questions ou pour tous litiges relatifs à la facturation, passer par le compte ouvert
sur
<https://chorus-pro.gouv.fr>

10.2 - Délai global de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le règlement des sommes dues s'effectue par virement.

Le paiement doit intervenir dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la demande de paiement par l'ordonnateur secondaire, ou de la date à laquelle le service fait est constaté, si cette date est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai de trente jours fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires. Ceux-ci sont calculés selon le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours ouvre également droit, au bénéfice du titulaire, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

⁶ Si les références bancaires sont différentes de celles initialement indiquées sur le présent marché, le titulaire est tenu de fournir le nouveau BIC/IBAN.

10.3 - Dispositions spécifiques

Palement par poste : chaque poste pourra faire l'objet d'une facturation séparée.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT

Le présent marché peut être affecté en nantissement (art. L2191-8 et R2191-51 en cas de bons de commande).

Si, postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de *confier des prestations autres que celles dont le marché prévoit la sous-traitance* à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, il doit établir que la cession ou le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct des sous-traitants.

ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE

Le titulaire n'est soumis ni à retenue de garantie, ni à garantie à première demande, ni à caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCES A UN TERRAIN MILITAIRE - MESURES DE SECURITE – PERSONNELS

Chaque site sur lequel les prestations sont effectuées constitue un terrain militaire, affecté à l'autorité militaire ou placé sous son contrôle.

Aussi, le titulaire :

- reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du code pénal relatives au terrain militaire, et notamment ses articles 413-5, 413-8 et R. 644-1 ;
- doit se conformer aux dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS.

Seuls peuvent accéder aux sites les personnels ayant fait l'objet d'une *autorisation d'accès*, transmise par écrit au titulaire par l'Administration. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées au paragraphe infra MISE EN ŒUVRE – OBTENTION D'AUTORISATION D'ACCES.

Informations des personnels concernés :

Le titulaire s'engage à informer ses personnels affectés aux prestations et ayant besoin d'accéder aux terrains militaires susvisés :

- qu'ils sont susceptibles, conformément à l'art. R.1332-22-1 du code de la sécurité intérieure défense, de faire l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant ne soit incompatible avec l'accès envisagé ; ces faits pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données

personnelles mentionnées à l'art. 230-6 du code de procédure pénale, y compris les données portant sur les procédures judiciaires en cours ;

- qu'ils devront se conformer strictement au règlement intérieur (notamment port du badge apparent obligatoire sur le terrain militaire), aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations (notamment présentation d'une pièce d'identité à l'entrée des sites), et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché public.

Mise en œuvre – obtention d'autorisation d'accès :

Les éléments suivants concernant les personnels doivent être transmis au(x) point(s) de contact ci-dessous :

- référence du marché public sur lequel le personnel effectue les prestations ;
- nom de l'employeur (⇔ titulaire du marché public) ;
- coordonnées du correspondant sécurité du titulaire (nom, courriel, téléphone) ;
- nom et prénom de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- date et lieu de naissance de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- nationalité de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- copie scannée couleur recto/verso du passeport ou de la carte nationale d'identité ou du permis de séjour de la personne soumise à autorisation d'accès (la pièce doit être en cours de validité) ;
- domicile actuel de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- profession ou fonction de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- deux exemplaires du formulaire CONFIDENTIEL PERSONNEL - DEMANDE DE CONTROLE PRIMAIRE joint en annexe **intégralement rempli** par la personne soumise à autorisation d'accès : un exemplaire du document complété en conservant sa version exécutable + une copie scannée (exemplaire PDF).

Nota: il est recommandé au titulaire de demander l'autorisation d'accès pour plusieurs personnels, afin de pallier un éventuel non agrément, des congés ou autres absences, et éviter ainsi un arrêt ou un retard d'exécution des prestations.

Le titulaire transmet ces éléments au(x) point(s) de contact ci-dessous pour les personnels qui effectivement interviendront sur site, au minimum 60 jours avant leur premier accès au site.

Le titulaire s'engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant, qui auront préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès conformément aux dispositions générales supra.

A ce titre, le titulaire remet au(x) point(s) de contact ci-dessous les *déclarations individuelles* (modèle joint en annexe) des personnels intervenant pour son compte avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Demande de renouvellement d'une autorisation d'accès :

L'autorisation d'accès des personnels, notifiée au titulaire par le point de contact ci-dessous, est délivrée pour une durée de 3 ans : **il appartient au titulaire d'initier les démarches de demande de renouvellement de ces autorisations d'accès pour ses personnels.**

Les démarches (mentionnées au paragraphe infra MISE EN ŒUVRE – OBTENTION D'AUTORISATION D'ACCES) sont à initier 3 mois avant l'échéance de l'autorisation en cours.

Récusation du personnel accédant par l'Administration :

Pendant toute la durée d'exécution du marché public, l'Administration se réserve le droit de récuser avec effet immédiat ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés (à quelque titre que ce soit) à l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels recusés dans un délai de **48 heures**. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci.

Point(s) de contact pour tous envois ou tous renseignements relatifs aux enquêtes administratives en vue d'obtenir une autorisation d'accès (aucun renseignement ne sera fourni s'il manque les références suivantes : n° et objet du marché public, identification de la société) :

Centre Territorial d'Action Sociale de Bordeaux

Caserne Nansouty

223 rue de Bègles

CS21152-33068 BORDEAUX Cedex

Contact : ctas-bordeaux.resp-bur-gest-budget.fct@intradef.gouv.fr

Véhicules : le titulaire communique au bénéficiaire la liste des véhicules dont la présence est strictement nécessaire à la bonne exécution des prestations en précisant leur immatriculation. Si la demande est justifiée, une autorisation d'accès au véhicule est délivrée sur présentation de la carte grise du ou (des) voiture(s). Cette autorisation devra être visible pour entrer, circuler et stationner à l'intérieur du site.

ARTICLE 14 – DROIT DU TRAVAIL

Le titulaire du marché remet à l'Administration (service acheteur⁷), tous les six mois jusqu'à la fin d'exécution du marché public, les documents suivants :

- une attestation de **fourniture des déclarations sociales** et de **paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, et datant de moins de six mois (*attestation de vigilance*) ;
- **un des documents mentionnés à l'article D.8222-5-2° du code du travail** (un extrait K bis par exemple), s'il est tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- la **liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail**, le cas échéant.

ARTICLE 15 – ATTESTATION D'ASSURANCE

⁷ Sur pfc-sud-ouest-dap.charge-doc.fct@intradef.gouv.fr

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Administration (service acheteur) et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, avant tout début d'exécution et au maximum dans les quinze jours suivant la notification, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances (attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie).

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Administration (service acheteur) et dans les délais qui lui seront impartis.

ARTICLE 16 – CAS DE RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'Administration (service acheteur) peut résilier le marché public dans les **conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS** (sont notamment visés les cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

L'attention du titulaire est notamment attirée sur le fait que l'Administration (service acheteur) peut faire exécuter les prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation prononcée à ses torts ou en cas d'inexécution d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard.

S'il n'est pas possible à l'Administration (service acheteur) de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS DIVERSES

17.1 - Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants est(sont) tenu(s) au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la *protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données*, abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD *règlement général sur la protection des données*) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur, le sous-traitant est le titulaire du marché public.

17.2 – Dispositif social du militaire blessé⁸

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

⁸ Ce dispositif est applicable au présent marché public et le cas échéant aux marchés subséquents et bons de commandes conclus sur son fondement.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
 - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
 - lors de la signature d'une convention de stage ;
 - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

ARTICLE 18 - DEROGATION AU CCAG

L'article **3** du présent marché relatif **au délai d'exécution** déroge à l'article **13.1.2** du CCAG/FCS sur le point suivant : si aucun délai n'est mentionné au bon de commande le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est le lendemain de la date de sa notification.

L'article **6** du présent marché relatif aux opérations de vérifications déroge aux articles **27 à 30** du CCAG/FCS sur le point suivant : les vérifications sont effectuées par l'établissement bénéficiaire.

L'article **6** du présent marché relatif **aux pénalités de retard** déroge à l'article **14** du CCAG/FCS sur le point suivant : l'article 14.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable à ce marché.

L'article **16** du présent marché relatif **à la résiliation** déroge à l'article 42 du CCAG/FCS sur le point suivant : aucune indemnité n'est accordée au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Par ailleurs à l'article 43.2.2.4 du CCAG/FCS au lieu de lire « Si la résiliation est prise en application de l'article **41** » il convient de lire « Si la résiliation est prise en application de l'article **42** » et à l'article 43.3.1 au lieu de lire « le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article **44** » il convient de lire « le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article **45** ».